

# Les Tunisiens et leur affiliation à la région méditerranéenne

Dalenda LARGUECHE

Dans cet article, Dalenda Larguèche analyse les perceptions qu'ont les Tunisiens de l'espace méditerranéen, l'impact des rencontres interculturelles sur la perception des autres et l'évaluation que font les Tunisiens des mesures et des actions permettant aux citoyens de mieux vivre ensemble dans des environnements multiculturels, ainsi que leur perception des résultats attendus de la coopération euro-méditerranéenne. L'auteur examine les perceptions actuelles et l'évolution de ces perceptions depuis le Rapport Anna Lindh 2012.

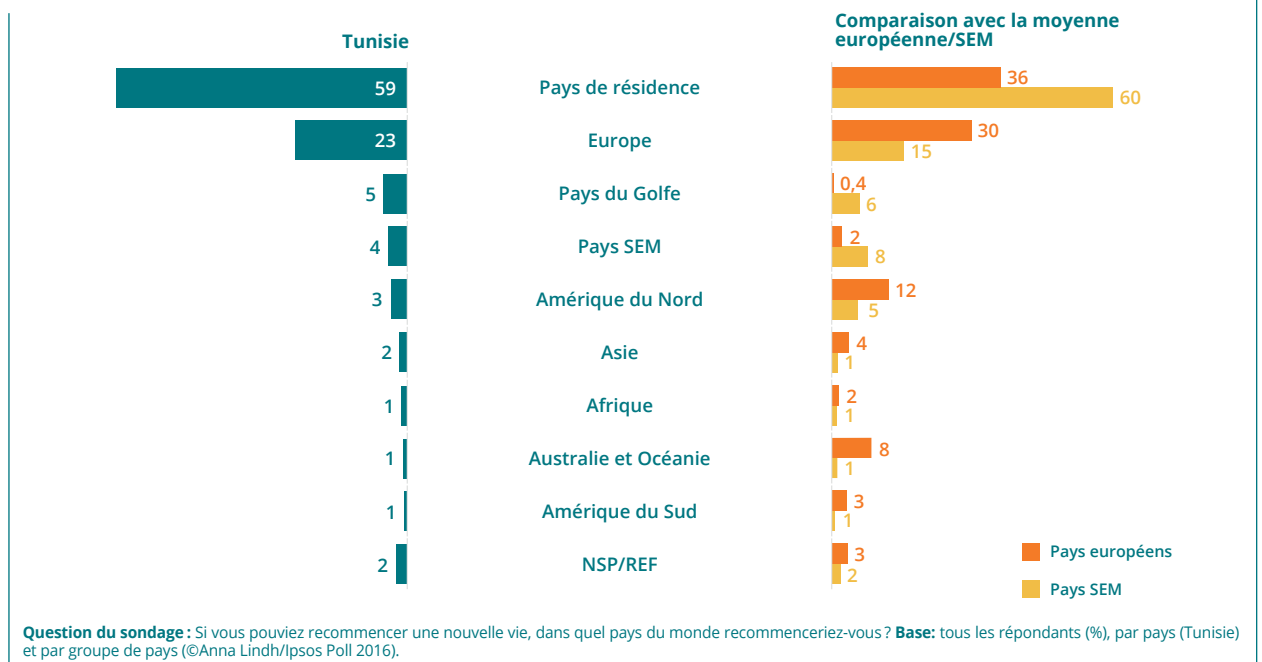
Le principe de bon voisinage suppose un partage d'un ensemble de valeurs. La principale valeur est celle qu'on accorde à cet espace que l'on partage et dans lequel se vit le voisinage : la Méditerranée. Berceau d'une civilisation particulière, la Méditerranée a été de tout temps aussi bien un espace de partage et de rencontre qu'une frontière qui divise.

La prégnance symbolique que les habitants des deux rives donnent à cet espace est un indicateur de l'aptitude d'ouverture d'un peuple à une citoyenneté trans-étatique, une citoyenneté de partage. Dans quelle mesure le tunisien est-il ouvert à la multi-culturalité ? Les données de l'enquête sont significatives sur l'ouverture du tunisien.

La Méditerranée est principalement perçue comme un espace d'accueil : 85% des tunisiens la voient comme telle en 2016 avec une légère régression par Rapport à 2012 (90%). Une régression qu'on pourrait lier aux problèmes liés à la migration clandestine et au refoulement des migrants.

On remarque aussi une baisse concernant la perception de la Méditerranée comme espace culturel et historique commun (de 86% en 2012 à 79% en 2016) qui pourrait s'expliquer par la montée de l'islamisme et la tentative de remodelage de la personnalité de base du Tunisien autour de l'idée de l'arabité et de l'islam. Un point qui peut être confirmé par les réponses à la question sur les valeurs de l'éducation, où 60% des Tunisiens considèrent les croyances et les pratiques religieuses

**Chart 21.1** Lieu préféré pour commencer une nouvelle vie pour les Tunisiens



sont fondamentales dans l'éducation des enfants contre 9% en Europe. Il faut souligner que les constituants tunisiens, à majorité islamistes, avaient refusé en 2013 d'inclure l'appartenance à la Méditerranée comme déterminant de base de la Tunisie. Ce dictat idéologique va à l'encontre de la personnalité historique et culturelle tunisienne qui est profondément méditerranéenne.

On registre aussi un changement significatif d'attitude chez le Tunisien quant au lien entre Méditerranée et source de conflit d'une part, et résistance au changement d'autre part, entre 2012 (73% et 77%) et 2016 (62%) qui peut être lu comme un gain de confiance dans la politique de la rive nord de la Méditerranée vis-à-vis de la Tunisie durant toute la période de transition.

Peuples de migration, les Tunisiens restent plus attachés à leur pays de résidence que les Européens : 59% contre 36%. Un phénomène à lier à l'histoire des mobilités des Européens dans les empires coloniaux et renforcé par la naissance de l'espace de l'UE comme expérience de citoyenneté déterritorialisée (Graphique 21.1). Toutefois, le tunisien autant que les populations du SEM pensent immédiatement à l'Europe quand il s'agit de choisir un autre lieu potentiel de résidence, plutôt que s'orienter vers les pays du Golfe pourtant pays musulmans et assimilés à la richesse, ou à l'Amérique du Nord ou toute autre zone du monde. Une autre preuve que la Méditerranée est une unité culturelle plus forte que l'unité religieuse.

### L'impact des rencontres multiculturelles sur l'image de l'autre

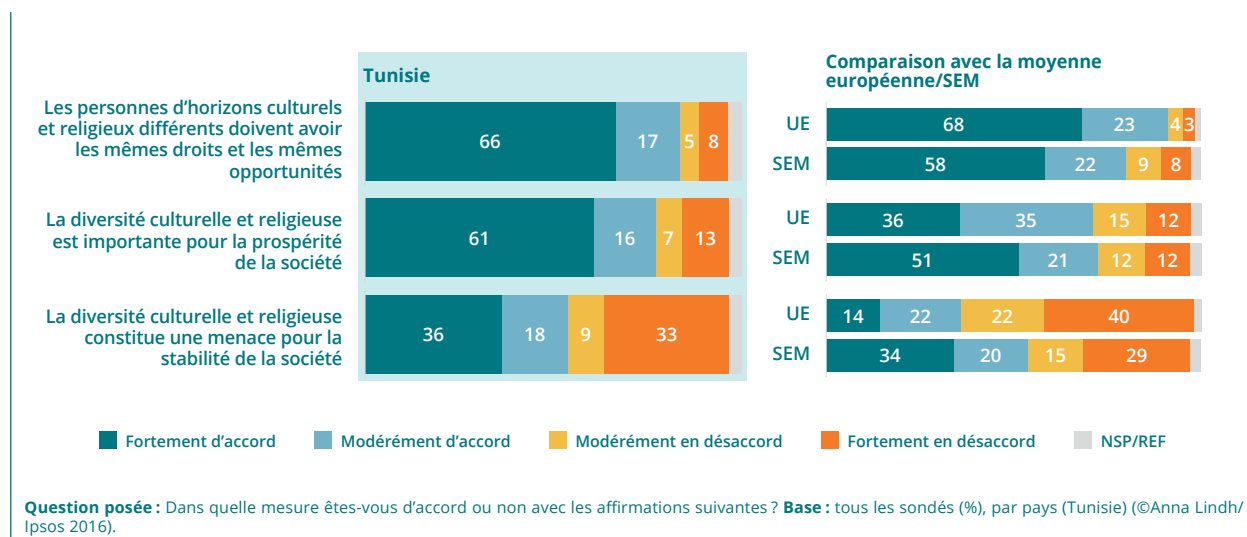
Bien que 75% des répondants tunisiens aient un parent ou un ami en Europe, seulement 37% d'entre eux ont parlé ou rencontré un Européen au cours des 12 derniers mois.

Ce qui marque une baisse par Rapport à 2012, que l'on peut expliquer par le contexte post révolutionnaire, les menaces terroristes, la baisse de l'affluence des touristes et la baisse des investissements européens en raison du contexte de crise. Ainsi, les interactions dans un cadre d'affaires sont passées de 31% en 2012 à 15% en 2016 et les rencontres dans la rue et l'espace public de 18% à 9% pour la même période, comme d'ailleurs les interactions via les réseaux sociaux de 32% à 23%. Cependant les interactions virtuelles figurent en tête des modes de rencontre en 2016.

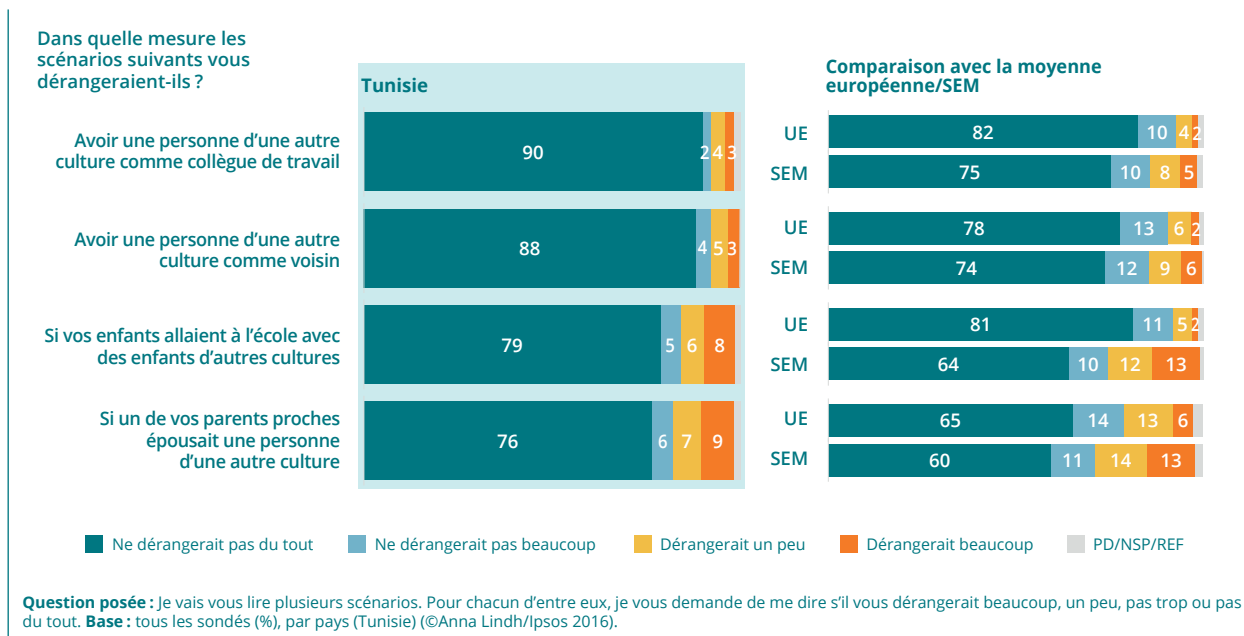
La rencontre produit un changement d'avis positif envers les Européens rencontrés parmi 19% des participants tunisiens contre 15% des Européens et 17% des habitants des du SEM. Ne pas être prisonnier d'apriori sur l'autre, changer d'opinion vers le positif est un signe d'ouverture et les tunisiens sont plus ouverts que les Européens et les habitants des pays du SEM. D'ailleurs, seulement 1% des tunisiens interviewés déclarent ne pas être intéressés par les rencontres alors que 35% parmi eux estiment qu'il n'y a pas de barrières à la multiculturalité. Les barrières culturelles ne comptent pour eux que dans une proportion de 12%, alors qu'elles sont de 38% chez les Européens et de 25% chez les participants du SEM et que les barrières linguistiques qui comptent pour 57% chez les Européens se limitent à 38% chez le Tunisien et à 39% chez les participants dans le SEM.

Les attitudes envers la diversité sont néanmoins plus contradictoire, puisque d'un cote il y a une montée du taux des personnes interviewées en 2016 par Rapport à 2012 qui considèrent la diversité culturelle et religieuse comme menace pour la stabilité de la société (54% des participants tunisiens et autant parmi ceux du SEM contre 39% en 2012) ainsi que 60% qui estiment les

**Chart 21.2**  
Perceptions sur la diversité religieuse et culturelle en Tunisie



**Chart 21.3**  
Tolérance des Tunisiens envers les personnes de culture différente



croyances et les pratiques religieuses parmi les valeurs éducatives fondamentales et la religion comme facteur d'unité de la société.

D'autre part, 77% des participants tunisiens et 72% des participants du SEM et 82% des Européens estiment que la diversité est importante pour la prospérité de la société (Graphique 21.2). Il faut avouer que les Tunisiens n'ont pas encore résolu le problème de la sécularité de la citoyenneté garanti par la constitution de 2014. Mais au de-là de cette considération générale, la progression dans le taux serait plus à lier au climat d'ouverture médiatique et de liberté d'expression du fait que le Tunisien a appris à parler en toute sécurité sur toutes les questions même religieuse.

Il faut noter qu'indépendamment de la conjoncture, sur la question proprement religieuse, le tunisien reste fortement attaché à l'homogénéité du dogme et à l'absence de clivages confessionnels au sein de ce qu'on appelle l'Islam tunisien. Paradoxalement, cette conviction ancrée chez le tunisien a servi de rempart idéologique contre les radicalismes de toute sorte. L'homogénéité devient une valeur absolue au point de considérer toute atteinte à cette unité religieuse une menace pour sa 'tunisianité', pour la stabilité et la cohésion du corps social dans son ensemble.

Le taux des tunisiens liant la diversité culturelle et religieuse aux menaces pour la société est également contradictoire avec le taux de ces derniers qui acceptent d'avoir des collègues de travail ou un voisin d'un environnement culturel différent (92%) ou qui n'ont aucune objection à ce que leurs enfants fréquentent

ou même épousent des personnes d'un environnement culturel différent (84% et 82%). Ces taux plus proches de ceux des Européens (92%, 92%, 79%) que de ceux des habitants des pays du SEM (87%, 74%, 71%) montrent qu'il y a plus de similarités entre les tunisiens et les habitants du sud et du nord de la Méditerranée que de différences (Graphique 21.3).

Au niveau du système des valeurs on observe une évolution de la société tunisienne. Bien qu'on observe que la place de l'indépendance de l'individu (13%) est inversement proportionnelle à celle de l'obéissance : 39% pour le tunisien contre 43% SEM et 20% pour l'Européen, et la place mineure accordée à la curiosité (4%) parmi les valeurs éducatives ; on observe une ouverture dans la mesure où l'éducation à la solidarité familiale est passée de 59% en 2012 à 46% en 2016 s'approchant ainsi de l'Europe (49%) et que le respect des autres cultures comme valeur éducative est passé de 25% en 2012 à 34% en 2016 se distinguant ainsi du reste des pays du SEM (28%).

La coopération euro-méditerranéenne devrait prendre en compte les réformes de l'école dans le sens d'une éducation pour les valeurs universelles et l'émancipation de l'individu.

### Un consensus euro-méditerranéen pour un bon vivre ensemble

Au nord, au sud et à l'est de la Méditerranée, il y a un consensus sur la nécessité de fonder le multiculturalisme par l'éducation et l'école, avec un accord de 90% des tunisiens et 89% des Européens.

Par ailleurs, promouvoir l'organisation d'évènements multiculturels, permettre l'expression de diversité culturelle dans les espaces publics et incorporer la diversité culturelle dans les lieux de travail sont des procédés pour lesquels les participants tunisiens optent (87%, 85% et 81%) pour faciliter le vivre ensemble multiculturel. Pays d'ouverture culturelle et de festivité, la Tunisie signe son appartenance à la zone culturelle SEM tout en s'en distinguant et en se montrant plus tolérante que l'Europe ou les pays du SEM en ce qui concerne le recours aux expressions de la diversité culturelle dans les espaces publics (85% contre 67% et 80%).

Aussi exposés aux risques de radicalisation et de conflits, les tunisiens comme les habitants des pays du SEM expriment sensiblement les mêmes priorités et préconisent les mêmes solutions : encourager la participation des jeunes dans la vie publique (89%), l'enseignement et les programmes pour la jeunesse (88%); initiatives culturelles et artistiques (87%); programmes d'échange impliquant les jeunes de la zone Med (84%); médias recevant formation pour le dialogue multiculturel (83%); dialogue interreligieux (81%); et formation dans la gestion de la diversité et la prévention de la radicalisation (72%).

La préconisation de la formation des médias pour le dialogue multiculturel (83%/69%) et du dialogue interreligieux (81%/69%) comme mesures à prendre pour prévenir la radicalisation et les conflits, montre une conscience, chez les habitants du SEM en général et des tunisiens en particulier, du rôle joué par les médias et par la propagande religieuse dans ce qui est convenu d'appeler 'le printemps arabe' et dans la radicalisation des jeunes et les conflits. Elle donne une indication sur une politique de voisinage pour la paix et la sécurité autour du bassin méditerranéen.

Il faut souligner la suspicion dont font objet les médias en Tunisie et dans les pays du SEM: 44% et 38% n'ont pas recours aux médias pour avoir une idée sur ce qui se passe autour d'eux et dans le monde. Ces résultats sont à expliquer, pour la Tunisie, par des décennies d'absence de liberté d'expression et de presse attelée aux directives du pouvoir en place. 21% des tunisiens et 26% des habitants du SEM pensent que l'image qu'ils ont des autres avait été transformée vers le négatif par l'effet des médias alors que la proportion des tunisiens qui croient que les médias ont changé positivement l'image des peuples de l'Europe et du Sud et de la Méditerranée est seulement de 17%.

### Les avantages de la coopération inter-méditerranéenne

Que peut apporter une politique de voisinage européenne pour la rive sud de la Méditerranée ? Vient en premier lieu l'esprit d'entreprise, l'innovation et l'emploi des

jeunes pour 91% des tunisiens. L'enseignement et la formation viennent en deuxième place et, une approche commune aux problèmes de l'environnement vient en troisième place. Ces gains sont suivis par les attentes envers le respect de la diversité culturelle et la prévention de l'extrémisme, une politique d'égalité des sexes, de libertés individuelles et d'État de droit. Bien qu'assez significative, la question de la réactivité avec les réfugiés vient en avant dernier lieu pour les tunisiens et pour les habitants du SEM, avant le support pour la société civile et les ONG (73% et 69%).

Les attentes du tunisien d'une coopération euro-méditerranéenne sont stables de 2012 à 2016 et on enregistre juste un changement dans les priorités. Ainsi la diversité culturelle et la prévention de l'extrémisme classée en 2012 comme première attente (90%) se trouve en 2016 relayée au troisième plan (84%) pour céder la première place à l'esprit d'entreprise, l'innovation et l'emploi des jeunes (91%): la peur de l'extrémisme ayant cédé la place à la peur d'une crise économique qui viendrait à bout de l'État explique cette attente d'une coopération avec l'Europe. La durabilité environnementale vient également en 2016 avant la diversité culturelle et la prévention de l'extrémisme tout en occupant le même ordre de priorité qu'en 2012 (87%), tandis que la question de l'égalité entre les sexes, de libertés individuelles et d'État de droit restent constantes (82%, 83%). Ces attentes des tunisiens enregistrées à quatre ans d'écart montrent très peu de différences dans leurs attentes et des autres groupes objets de l'enquête et justifient une affinité culturelle qui peut servir de fondement à une politique commune de voisinage euro-méditerranéenne.

**Dalenda LARGUECHE** est une historienne tunisienne et professeur d'histoire moderne et d'études féministes. Elle est membre du Conseil scientifique de l'Université de Tunis, de l'Université de Manouba, du Laboratoire des régions d'héritage et de ressources de Tunis et du Centre américain pour les études sur le Maghreb.